



Cité Administrative  
49047 ANGERS Cedex 01

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**DOUÉ-MÉTHA (SAS)**  
1 Les Pinaudières  
CONCOURSON SUR LAYON  
49700 DOUÉ-EN-ANJOU

Références : 2024\_12\_26 Rapport Inspection SAS DOUE METHA

Code AIOT : 0006309991

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/12/2024 dans l'établissement DOUÉ-MÉTHA (SAS) implanté 1 Les Pinaudières - CONCOURSON SUR LAYON - 49700 DOUÉ-EN-ANJOU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle des stockages déportés de digestat liquide au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DOUE-METHA (SAS)
- 1 Les Pinaudières - CONCOURSON SUR LAYON - 49700 DOUÉ-EN-ANJOU
- Code AIOT : 0006309991
- Régime : Enregistrement.

Installation de méthanisation.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Stockage et transport des digestats	Arrêté Préfectoral du 05/02/2021, article 2.8.2	Demande d'action corrective	3 mois
2	Intégration dans le paysage.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 8	Demande d'action corrective	3 mois
3	Clôture de l'installation	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 17	Demande d'action corrective	3 mois
4	Dispositifs de rétention	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30 > I.	Demande d'action corrective	3 mois
5	Collecte des eaux pluviales, des écoulements pollués et des eaux ...	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Stocker les digestats solides dans les fumières couvertes dédiées afin de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 5/02/2021 et des programmes d'actions nitrates en vigueur ;
- Apporter des mesures correctives aux différentes non-conformités relevées sur la thématique "Dispositifs de rétention" ;
- Sécuriser les stockages déportés de digestat liquide en mettant en place une clôture de sécurité au pourtour des ouvrages ;
- Évacuer les eaux pluviales présentes à la surface des ouvrages concernés ;
- Entretenir les abords des ouvrages déportés.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Stockage et transport des digestats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/02/2021, article 2.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle suite au démarrage de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant respecte les dispositions de l'article 34 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010. Ces dispositions sont complétées par les prescriptions listées ci-dessous. Le digestat solide est stocké : <ul style="list-style-type: none"><li>- sur une fumière couverte de 720 m<sup>2</sup> avec collecte des jus située sur le site de méthanisation ;</li><li>- sur 14 fumières déportées couvertes situées chez des exploitants listés par la SAS DOUÉ-METHA, dont 2 silos bétonnés à couvrir et à aménager en fumière (stockages C et M du dossier).</li></ul> L'entreposage des digestats solides est réalisé distinctement de tout autre stockage , notamment des effluents de ces exploitations agricoles. Lorsqu'une fumière n'est pas dédiée au stockage des digestats, cette distinction est matérialisée par une séparation étanche de sorte que les jus éventuels provenant des autres stockages ne puissent se mélanger aux digestats.  Le digestat liquide est stocké : <ul style="list-style-type: none"><li>- dans une poche de stockage de 3 000 m<sup>3</sup> situé sur le site de méthanisation ;</li><li>- dans 7 poches situées sur des parcelles listées par la SAS DOUÉ- MÉTHA de 700 à 3 000 m<sup>3</sup>.</li></ul> Les ouvrages d'entreposage des digestats liquides sont des ouvrages de type poches semi-enterrées, la partie aérienne sera entourée d'un merlon de terre. Les proches sont équipées d'un dispositif de drainage relié à un regard de contrôle.  La SAS DOUÉ-MÉTHA assurera une surveillance tous les 3 ans de tous ces ouvrages afin de vérifier la conformité de ces stockages au cours du temps. Le transport des digestats sera réalisé dans des remorques couvertes ou des camions-citernes. Le stockage des digestats en bout de champ est interdit, sauf dans le cadre de la stricte mise en œuvre de l'épandage.
<b>Constats :</b> Les 7 stockages déportés de digestat liquide sont des ouvrages de type poches semi-enterrées équipées d'agitateurs et d'évents.  Le jour du contrôle, il a été constaté le stockage et des traces de stockage de digestat solide sur les parcelles suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- parcelle cadastrale n° 0030 section ZA de la commune de ROU-MERSON appartenant au GAEC BOUSSAULT ;</li><li>- parcelle cadastrale n° 0221 section 0A de la commune de CLÉRE-SUR-LAYON appartenant à l'EARL DU CHEMIN DE LA GANGE ;</li><li>- parcelle cadastrale n° 0020 section YH de la commune de SAINT-GEORGES-SUR-LAYON appartenant au GAEC LE PRÉ NEUF ;</li><li>- parcelle cadastrale n° 0047 section ZP de la commune de MARTIGNÉ-BRIAND appartenant à GENEVAISE Vincent.</li></ul> Je vous rappelle que conformément à l'article 2.8.2 de l'arrêté préfectoral réglementant l'installation de méthanisation, le digestat solide doit être stocké soit sur la fumière couverte présente sur le site, soit sur l'une des 14 fumières déportées situées chez les exploitants adhérents.  De plus, conformément aux programmes d'actions nitrates en vigueur, les digestats solides ne sont pas considérés comme des effluents d'élevage autorisés à être stockés au champ. Je vous rappelle que seul le stockage en bout de champ est autorisé et uniquement 24 heures avant les périodes d'épandage. En dehors des périodes d'épandage, les digestats solides doivent être stockés dans des ouvrages de stockage couverts et étanches.  <b>Des justificatifs du respect des réglementations en vigueur devront être transmis au service d'inspection pour ces 4 exploitations adhérentes.</b> Concernant les stockages déportés de digestat liquide présents sur les parcelles de l'EARL DU CHEMIN DE LA GANGE et du GAEC LE PRÉ NEUF, leurs emplacements ne correspondent pas aux références cadastrales mentionnées dans le dossier d'enregistrement. <b>Une mise à jour de l'ensemble des emplacements des stockages déportés devra être réalisée et transmise au service d'inspection.</b>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 2 : Intégration dans le paysage.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle suite au démarrage de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble du site, de même que ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant, sont maintenus propres et entretenus en permanence. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.
<b>Constats :</b> Le jour du contrôle, il a été constaté sur certains stockages déportés de digestat liquide, un manque d'entretien au pourtour des ouvrages (végétations, bâches merlons arrachées, etc.). <b>Des mesures correctives doivent être prises afin de garantir l'intégrité des ouvrages.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 3 : Clôture de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle suite au démarrage de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée principale de l'installation. La zone affectée au stockage du digestat peut ne pas être clôturée si l'exploitant a mis en place des dispositifs assurant une protection équivalente. Pour les installations implantées sur le même site qu'une autre installation classée dont le site est déjà clôturé, une simple signalétique est suffisante.
<b>Constats :</b> Le jour du contrôle, il a été constaté que l'ensemble des stockages déportés de digestat liquide ne dispose pas d'une clôture au pourtour des ouvrages. <b>Étant considérés comme des annexes de l'installation de méthanisation au sens de l'arrêté ministériel du 12/08/2010, je vous rappelle que ceux-ci doivent être ceints d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Dispositifs de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle suite au démarrage de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage de matière entrantes ou de digestats liquides, ou de matière susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, y compris les cuves à percolat, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsqu'ils ne sont pas construits dans une fosse étanche satisfaisant aux prescriptions des trois premiers alinéas du présent I, les stockages enterrés sont équipés d'un dispositif de drainage des fuites vers un point bas pourvu d'un regard de contrôle facilement accessible, dont les eaux sont analysées annuellement (MEST, DBO5, DCO, Azote global et Phosphore total). Lorsque le sol présente un coefficient de perméabilité supérieur à 10 <sup>-7</sup> mètres par seconde, ils sont, en outre, équipés d'une géomembrane associée à un détecteur de fuite régulièrement entretenu. Le précédent alinéa n'est pas applicable aux lagunes. Celles-ci sont constituées d'une double géomembrane dont l'intégrité est contrôlée à minima tous les cinq ans.

**Constats :**

Le jour du contrôle, il a été constaté que les merlons de terre initialement prévus au pourtour des stockages déportés de digestat liquide, n'ont pas été mis en place. **Ainsi, une nouvelle démonstration du respect de l'article 30 "Dispositifs de rétention" de l'arrêté du 12 août 2010 devra être portée à la connaissance du Préfet.**

De plus, sur l'ensemble des stockages déportés de digestat liquide, le service d'inspection a constaté la présence de regards de drainage uniquement sur 2 ouvrages, en l'occurrence les ouvrages situés sur les parcelles de l'EARL DU PRÉ GODIN et de l'EARL DU CHEMIN DE LA GANGE. Pour ce dernier, un prélèvement de l'eau de drainage a été réalisé pour s'assurer de l'étanchéité de l'ouvrage. Aucune anomalie n'a été constatée. **Ainsi, les emplacements exacts des regards et des exutoires des eaux de drainage pour l'ensemble des stockages déportés de digestat liquide, devront être transmis au service d'inspection.**

Il a également été constaté sur les stockages déportés de digestat liquide situés sur les parcelles de GENEVAISE Vincent, de l'EARL DU CHEMIN DE LA GANGE, du GAEC LA MALCASSE et l'EARL LE PETIT ANJOU, la présence de volants sur les vannes de sectionnement, ainsi qu'un volant au sol sous une vanne de sectionnement. **Étant des équipements de sécurité, je vous rappelle que les volants doivent être retirés systématiquement après leur utilisation, afin d'éviter tout acte de malveillance pouvant entraîner une pollution du milieu naturel.**

Des écoulements de digestats liquides ont également été observés au niveau des raccords des stockages déportés de digestat liquide. Je vous rappelle qu'au titre de la réglementation des installations classées, tout écoulement de digestat liquide pouvant entraîner une pollution du milieu naturel, doit être canalisé et stocké. **Ainsi, une réflexion de votre part doit être menée, afin de mettre en place un dispositif permettant de canaliser et stocker ces écoulements.**

Enfin, de nombreux trous de rongeurs ont été constatés à proximité immédiate du stockage déporté de digestat liquide situé sur la parcelle du GAEC LA MALCASSE. **Des mesures de dératisation doivent être mises en place afin de garantir l'intégrité de l'ouvrage.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 :** Collecte des eaux pluviales, des écoulements pollués et des eaux ...

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle suite au démarrage de l'installation

**Prescription contrôlée :**

Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduelles susceptibles d'être souillées (notamment issues des voies de circulation et des aires de chargement / déchargement) des eaux pluviales non susceptibles de l'être. Les points de rejet des eaux résiduelles sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons. Les eaux pluviales non souillées peuvent être rejetées sans traitement préalable. Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées sont dirigées vers un bassin de confinement capable de recueillir le premier flot à raison de 10 litres par mètre carré de surface concernée pour les installations nouvelles. Une analyse au moins annuelle permet de s'assurer du respect des valeurs limites de rejets prévues à l'article 42. Les conditions de gestion de la canalisation servant à l'évacuation des eaux de pluie des zones de rétention sont définies dans une procédure rédigée et connue des opérateurs du site. L'installation est équipée de dispositifs étanches qui doivent pouvoir recueillir et confiner l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne dans des bâtiments couverts, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Ces dispositifs permettant l'obturation des différents réseaux (eaux usées et eaux pluviales) sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages

accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, les eaux confinées qui respectent les limites autorisées à l'article 42 peuvent être évacuées vers le milieu récepteur. Lorsque ces limites excèdent les objectifs de qualité du milieu récepteur visés au IV de l'article L.212-1 du Code de l'environnement, les eaux confinées ne peuvent toutefois être rejetées que si elles satisfont ces objectifs. Dans le cas contraire, ces eaux sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

**Constats :**

Sur les stockages déportés de digestat liquide situés sur les parcelles de GENEVAISE Vincent, de l'EARL DU CHEMIN DE LA GANGE, du GAEC LA MALCASSE et du GAEC LE PRÉ NEUF, il a été constaté le jour du contrôle, des volumes d'eaux pluviales importants présents à la surface des ouvrages de stockage, pouvant impacter l'intégrité des ouvrages et entraîner un dysfonctionnement des événements. Ainsi, sur l'ouvrage situé sur la parcelle de l'EARL DU CHEMIN DE LA GANGE, il a été constaté une bulle de gaz à la surface de celui-ci.

**Des mesures correctives doivent être prises dans les plus brefs délais afin de garantir l'intégrité et le bon fonctionnement des ouvrages.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois